



Ayant anticipé l'émergence accélérée d'une « question Rom » en Europe (Italie, Roumanie, Suisse, France...), des universitaires issus notamment du monde de l'urbanisme, des sciences politiques, de la sociologie ou encore de l'anthropologie, interrogent à l'occasion d'une journée d'étude les relations entre *indésirables* et *politiques publiques*. Cette journée d'étude présente l'intérêt particulier de délaisser les approches classiques des formes de mobilisation liées aux politiques publiques (sociologie et sciences politiques), pour s'attacher davantage aux formes de territorialisation des « indésirables ». En choisissant cet angle d'attaque, les chercheurs choisissent donc de délaisser toute tentatives de « fixation » de catégories stables localisables aussi bien socialement (« indésirables... ») que spatialement (« habitants »). Cette territorialisation d'une question sociale

permet alors d'éclairer aussi bien la construction et la circulation de catégories, la mise à l'épreuve concrète de dispositifs institués, que les conduites sociales que tous deux impliquent.

Image : Tente de camping (source : stock.xchng)